

# « Pour que tous, nous ayons la vie en abondance. »

## Message pastoral du Conseil permanent de la Conférence des évêques catholiques du Canada à l'occasion du Sommet du G-8 tenu à Kananaskis, Alberta, le 12 juin 2002.

1. Les membres du Conseil permanent de la Conférence des évêques catholiques du Canada (CECC) se joignent aux citoyens et citoyennes et au gouvernement de notre pays pour souhaiter la bienvenue aux chefs d'État et aux ministres des pays du G-8 à Kananaskis, en Alberta, site d'une beauté incomparable. Des leaders de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, du Japon, de la Russie, du Royaume-Uni, des États-Unis et du Canada y discuteront des sujets d'une importance cruciale. Nous prions pour que les décisions prises lors du Sommet permettent aux nations du monde entier, et plus particulièrement à celles dont l'économie est plus fragile, d'affirmer que le G-8 a agi de telle sorte « *que tous nous ayons la vie, et que nous l'ayons en abondance.* »<sup>[1]</sup>
2. Nous souhaitons aussi la bienvenue aux nombreux membres de la société civile qui, de tous les coins du monde, viendront dans cette région unique du diocèse de Calgary participer à des rencontres visant à promouvoir la justice sociale, le souci écologique, la paix et la démocratie. Nous sommes encouragés par les efforts soutenus de ces personnes généreuses qui s'engagent à construire des réseaux internationaux destinés à relever de si graves défis mondiaux. Nous apprécions les mouvements dans lesquels, à la grandeur du monde, des gens réfléchis, des jeunes en particulier, participent en grand nombre au développement d'une conscience sociale planétaire par des moyens aussi variés que des ateliers éducatifs ou des manifestations de rue colorées et créatrices.
3. On doit garantir à tous, et respecter, la possibilité de participer aux discussions et aux actions en faveur de la justice sociale et de la recherche de changements bénéfiques. Pour relever avec succès ces gigantesques défis, tous et toutes ont un rôle à jouer; la contribution de chacun et de chacune est nécessaire. La violence, d'où qu'elle vienne, compromettrait la recherche de stratégies de développement alternatives; elle ne saurait servir la cause de la justice. Nous devons rester constamment attentifs aux paroles de Jésus : « *Heureux les artisans de paix, car ils seront appelés fils de Dieu* »<sup>[2]</sup>.
4. Comme leaders d'une Église qui s'implique activement dans l'engagement en vue d'un changement social global, il nous incombe tout particulièrement de continuer d'apporter des éléments de réflexion morale et éthique sur les questions importantes qu'abordera le Sommet de Kananaskis. Avant chaque rencontre du G-7 dans le passé, nous sommes intervenus auprès du Premier ministre pour réclamer des changements dans les structures inégalitaires de l'économie internationale, l'accroissement de l'aide au développement et l'annulation des dettes internationales<sup>[3]</sup>. En 2001, lors du Sommet du G-8 tenu à Gênes, en Italie, les évêques de la région de Ligurie affirmaient leur conviction que « la première priorité à l'ordre du jour du G-8 doit porter sur la lutte contre la pauvreté »<sup>[4]</sup>. Nous partageons cette opinion. Les leaders du G-8 réunis à Kananaskis doivent garder constamment présent à l'esprit l'engagement qu'ils ont pris de réaliser pour 2015 les Objectifs de développement du Millénaire, entre autres :
  - réduire de moitié le pourcentage de la population gagnant moins de 1 \$ US par jour;
  - réduire de moitié le pourcentage de la population souffrant de la faim;
  - assurer que tous les enfants complèteront l'école primaire;
  - réduire des deux tiers le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans;
  - réduire des trois quarts le taux de mortalité liée à la maternité.
5. C'est la quatrième fois que le Canada sera l'hôte d'un tel Sommet, et les Canadiens et les Canadiennes devraient s'attendre à ce que leurs chefs politiques exercent un leadership de premier plan pour atteindre ces objectifs. Mais les préoccupations croissantes pour la sécurité entourant la rencontre de Kananaskis risquent de submerger les autres sujets à l'ordre du jour, tels que *le renforcement de la croissance économique globale et la construction d'un nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique*. Cependant, il ne peut y avoir de sécurité sans justice. Comme l'affirme l'Observateur du Saint-Siège auprès des Nations unies, « nous devons reconnaître que les inégalités mondiales sont foncièrement incompatibles avec la sécurité mondiale »<sup>[5]</sup>. Si les gouvernements des pays les plus riches dépensent plus pour leurs mesures de sécurité grandissantes que pour les besoins de développement des peuples les plus pauvres du monde, ils décourageront les aspirations des majorités démunies et éviteront de procéder aux changements économiques majeurs requis du Nord pour réaliser les Objectifs de développement du Millénaire.

### Les efforts du G-8 pour renforcer la croissance de l'économie mondiale

6. Le partage des richesses, surtout avec les populations les plus démunies, constitue un critère moral important pour juger de la croissance économique. Les stratégies actuelles de croissance économique, déterminées par des marchés de plus en plus ouverts, ont échoué. Selon les Nations unies, encore 1,2 milliard de personnes dans le monde doivent survivre avec moins de 1 \$ US par jour. L'Église continue d'exprimer de sérieuses réserves et de formuler de fermes dénonciations chaque fois que le projet économique des milieux d'affaires polarise davantage les riches et les pauvres ou qu'il exclut ces derniers des bénéfices<sup>[6]</sup>. Les Canadiens ont été à même de constater tout récemment que la marée montante de la croissance économique n'entraîne pas automatiquement tous les bateaux dans son sillage; à preuve, en pleine période de croissance économique, le taux d'appauvrissement a connu une augmentation au Canada.<sup>[7]</sup> Reconnaître que le fossé entre riches et pauvres ne cesse de s'élargir, tout en renouvelant les appels en faveur d'une générosité accrue de la part des pays du Nord et d'une volonté politique de partager leurs surplus, constitue une stratégie limitative. La situation actuelle exige qu'on apporte des modifications radicales à un système économique qui entretient et aggrave la pauvreté. Nous incitons les leaders du G-8 à s'engager explicitement sur la voie d'un tel changement et à adopter le partage des richesses comme un objectif important et capital à poursuivre par les politiques portant sur l'économie mondiale.
7. Assurément, il est moralement insensé de chercher à renforcer la croissance économique chez ceux qui possèdent déjà une trop large part des

biens de la terre. Il serait plus louable de tendre à renforcer le niveau de vie des personnes les plus pauvres dans les pays développés de même que chez la majorité des populations des pays du Sud, tout en encourageant les personnes les plus aisées de la planète à adopter un mode de vie plus sobre.

8. De plus, en regard des pressions exercées sur l'environnement planétaire, il n'est pas sûr que chercher à accroître, par des stratégies de marché, le niveau de vie des portions les plus riches des pays du G-8 constitue un modèle viable. Déjà « l'impact écologique » que laisse un enfant d'un pays industrialisé au cours de sa vie équivaut à celui de 30 à 50 enfants du Sud<sup>[8]</sup>. Dans un monde de plus en plus interdépendant, les décisions économiques ont un impact sur les systèmes écologiques même très éloignés, sur les habitudes de consommation ainsi que sur la santé et le bien-être de millions d'humains et d'autres créatures. Le défi consiste à développer une conscience plus profonde du bien commun universel.
9. Le Sommet de Kananaskis doit rallier les appuis à des mesures écologiques d'une importance critique. Parmi celles-ci, on compte l'engagement à ratifier l'Accord de Kyoto sur les changements climatiques. La conviction que les pays les plus pauvres du Sud sont incapables de se protéger contre les effets négatifs des changements climatiques devrait renforcer la nécessité pour le Gouvernement du Canada d'appuyer Kyoto. L'absence d'appui des leaders du G-8 à cet Accord compromettra le progrès du prochain Sommet mondial sur le développement durable qui se tiendra à Johannesburg, en Afrique du Sud, en septembre 2002.
10. Les économies du G-8 comptent pour 48 p. cent de l'économie mondiale<sup>[9]</sup>. Les politiques qu'adoptent ces leaders ont donc une incidence considérable sur les économies, les systèmes écologiques, et les sociétés de tous les pays du monde, incidence particulièrement en Afrique, continent que le premier ministre Jean Chrétien, à son honneur, s'est efforcé de maintenir en tête de liste des priorités à l'ordre du jour du Sommet de Kananaskis.

### **Le G-8 et le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique**

11. L'attention prioritaire accordée au développement de l'Afrique constitue peut-être l'élément le plus ambitieux du programme du G-8. Indéniablement, des mesures doivent ici être prises. L'Afrique est le seul continent où on note un accroissement de la pauvreté et du nombre d'enfants qui ne fréquentent pas l'école. L'espérance de vie en Afrique est la plus faible du monde; elle continuera de chuter dans les pays où le taux d'incidence du VIH/SIDA est supérieur à 25 p. cent et où cette maladie est devenue la première cause de mortalité. Plus de 40 p. cent des 659 millions d'habitants de l'Afrique subsaharienne vivent avec moins de 1 \$ US par jour. Qui plus est, le revenu moyen par habitant y est plus bas qu'à la fin des années 1960<sup>[10]</sup>. Cependant, « en dépit du panorama largement négatif que présentent beaucoup de régions de l'Afrique aujourd'hui et malgré les tristes expériences que connaissent de nombreux pays, l'Église se doit d'affirmer avec force qu'il est possible de surmonter ces difficultés. Elle doit affermir chez tous les Africains l'espérance en une vraie libération »<sup>[11]</sup>.
12. Les chrétiens africains ont revendiqué une plus grande justice entre le Nord et le Sud. Animés par un esprit de collégialité avec les évêques d'Afrique, nous désirons relancer leur message. « Il est temps qu'on cesse de nous rendre ridicules et insignifiants sur l'échiquier du monde après avoir provoqué et entretenu une inégalité structurelle, en maintenant injustes les termes de l'échange! L'injustice des prix a pour conséquence l'accumulation de la dette extérieure qui humilie nos nations et leur donne une conscience malheureuse d'incapables et d'assistées. Nous rejetons au nom de nos peuples ce sentiment de culpabilité qu'on veut nous donner »<sup>[12]</sup>.
13. Les évêques canadiens ont multiplié les efforts pour accroître les liens de solidarité avec l'Afrique. En 2001, Mgr Donald Thériault a participé à une mission d'information au Kenya et dans la région méridionale du Soudan, où la délégation œcuménique a pu constater de visu que les activités exercées par une société pétrolière canadienne ont comme conséquence d'exacerber la souffrance humaine<sup>[13]</sup>. En 2002, Mgr Jean-Guy Hamelin s'est rendu en République démocratique du Congo; il en conclut qu'à moins que règne la paix au Congo, où six pays sont directement engagés dans un conflit, c'est dans l'ensemble de l'Afrique que la paix n'est pas possible<sup>[14]</sup>. Chaque année, les évêques du Canada contribuent financièrement à des douzaines de projets qui aident l'Église en Afrique à exercer son apostolat; ils encouragent aussi le travail de l'Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix<sup>[15]</sup>.
14. Au Sommet de Gênes, en 2001, des dirigeants africains ont présenté un plan de développement qui devint par la suite le *Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD)*. Ce plan a heureusement contribué à catalyser l'attention du G-8 sur l'Afrique et fera l'objet de discussions ultérieures à Kananaskis. Alors que les spécialistes de l'Afrique expriment leur accord sur les objectifs louables du NEPAD telles l'éradication de la pauvreté, la démocratisation, et la promotion des droits humains, l'élargissement éventuel des forces du marché continue de faire l'objet d'une réflexion.
15. On a aussi questionné le NEPAD au sujet de la pandémie du VIH/SIDA et de son inattention à l'égard des besoins des femmes africaines et des besoins essentiels<sup>[16]</sup>. Mais les interrogations probablement les plus vives ont fait surface lorsque les dirigeants des Églises ont interrogé le processus qui a conduit à l'instauration du NEPAD : « aucune consultation n'a été faite auprès des peuples d'Afrique dont la participation active est essentielle pour qu'existent un véritable partenariat et un développement authentique »<sup>[17]</sup>. De toute évidence, le processus de planification du développement doit être accompagné de mesures plus réfléchies et mieux coordonnées.
16. L'élimination des barrières tarifaires et des contingents ou quotas est l'un des instruments traditionnels utilisés pour stimuler la croissance économique. Actuellement, le Canada applique des droits de douane plus élevés à un plus grand nombre de produits d'exportation des pays les moins développés que la plupart des pays les plus industrialisés<sup>[18]</sup>. Pourtant le Canada se déclare prêt à aider 48 des pays les plus pauvres en réduisant ses tarifs sur la chaussure, le textile, le vêtement et le sucre<sup>[19]</sup>. Même si une telle mesure pouvait aider l'Afrique, on doit observer que seulement 2 p. cent du commerce mondial origine de ce continent. Un commerce plus libéralisé pourrait peut-être aider certains secteurs de la société africaine à certaines conditions, mais on ne peut s'attendre qu'à des résultats positifs limités dans des sociétés où 60 p. cent de la population est exclue de l'économie formelle, des technologies de l'information et de l'accès au crédit.
17. Qui profite des politiques qui visent à développer les exportations pour les marchés internationaux plutôt qu'à renforcer les marchés nationaux africains? Insérer davantage l'Afrique, à l'invite de la sirène du NEPAD, dans un système économique mondial déjà injuste et marqué par une compétition et une privatisation croissantes, ne peut conduire au succès en dehors d'une réforme structurelle simultanée des

systèmes de commerce et d'investissements internationaux et des régimes politiques. Le G-8 pourrait accepter de considérer les mesures alternatives de développement de l'Afrique proposées par les Africains eux-mêmes, y compris l'arrêt des ventes d'armes dans les régions de conflit et la nécessité de contrôler les impacts négatifs des industries d'extraction sur les normes de travail et sur l'environnement.

18. Le pape Jean-Paul II a demandé avec insistance aux Conférences épiscopales des pays industrialisés de porter la question de la dette internationale à l'attention de leurs gouvernements et des organismes financiers internationaux<sup>[20]</sup>. L'Initiative œcuménique canadienne pour le Jubilé a réclamé que les institutions financières internationales annulent la dette multilatérale de plus de 50 pays pauvres et qu'elles ignorent toutes conditions d'ajustement structurel. Mais moins de la moitié des pays concernés ont pu obtenir un allègement de leur dette<sup>[21]</sup>, tandis que le Fonds monétaire international a fixé en moyenne 114 conditions aux prêts consentis à l'Afrique subsaharienne dans la seule année 1999. De plus, les deux tiers des pays qui bénéficient actuellement d'un allègement de la dette doivent encore consacrer plus de ressources au service de la dette qu'à la santé, et la moitié d'entre eux dépensent plus au titre de la dette que pour l'enseignement primaire et la santé combinés<sup>[22]</sup>. De tels progrès sont nettement insuffisants. L'élimination de l'astreignant fardeau de la dette demeure une condition fondamentale du développement de l'Afrique ainsi que de la crédibilité du G-8.
19. À l'occasion du Sommet du G-8 de 2001, on a lancé le Fonds mondial pour le SIDA et la santé avec l'objectif de recueillir 10 milliards de dollars US. Même s'il y a lieu de se réjouir qu'on ait contribué jusqu'à présent près de deux milliards de dollars, les besoins de l'Afrique exigent de notre part une plus grande générosité. On compte 28 millions d'Africains vivant avec le virus du SIDA. Dans la seule Afrique subsaharienne, on a relevé 1,5 million de cas de tuberculose depuis 1984. Pourtant, l'aide totale à cette région de l'Afrique au cours des quatre dernières années a été moindre que durant toute autre année depuis 1984. Les ONG pressent les pays du G-8 d'adopter un plan précis de croissance progressive des budgets d'aide pour atteindre dans quelques années au moins l'objectif de 0,7 p. cent du PNB fixé par les Nations unies<sup>[23]</sup>. Quant à elles, afin de sauver des vies, les compagnies pharmaceutiques doivent offrir les indispensables médicaments d'ordonnance à des prix abordables. Comme l'a déclaré le Pape Jean-Paul II : « La lutte contre le SIDA doit être le combat de tout le monde »<sup>[24]</sup>.

### Conclusion

20. Les défis qui se posent aux chefs du G-8 peuvent paraître démesurés. Toutefois, ces défis n'engagent pas seulement la responsabilité des huit leaders politiques, mais celle des citoyens et citoyennes de tous les pays. À nos yeux, Ces défis s'imposent de façon évidente: élaborer de nouvelles stratégies pour éradiquer la pauvreté, instaurer des relations économiques justes, protéger l'environnement mondial, et partager de façon bien concrète cette vie en abondance que Dieu a destinée à tous et à toutes.
21. En pensant au Sommet de Kananaskis, nous prions pour que le Seigneur guide les puissants chefs du G-8 vers des décisions qui marqueront un nouveau départ dans les relations internationales et le début d'un temps d'espoir pour les plus pauvres. Nous espérons que le Gouvernement du Canada assumera un leadership déterminant. Nous faisons appel à une solidarité toute particulière avec les Églises et la société civile d'Afrique. Elle prend racine dans la volonté d'écouter leurs voix dans le choix des politiques qui affecteront leurs propres pays; cette implication africaine doit devenir un élément-clé de cette politique de développement de l'Afrique du G-8. Nous souhaitons ardemment que la rencontre du G-8 au Canada fasse preuve de détermination dans la poursuite du bien commun global. Qu'elle ne se termine pas sur la déception d'aspirations de milliards de personnes réduites au silence. Puisse le Seigneur bénir tous ceux et celles qui, par leurs efforts sincères, nous permettent d'apporter une abondance de justice, de développement et de paix dans un monde qui espère toujours. Ainsi, ils pourront reprendre à leur tour la Parole de vie : « *Heureux les affamés et assoiffés de justice, car ils seront rassasiés* »<sup>[25]</sup>.

Le 12 juin 2002

#### Membres du Conseil permanent de la Conférence des évêques catholiques du Canada

Mgr Jacques Berthelet, C.S.V., évêque de Saint-Jean-Longueuil, président

Mgr Brendan O'Brien, archevêque de St. John's, vice-président

Mgr André Gaumond, archevêque de Sherbrooke, co-trésorier

Mgr Anthony Tonnos, évêque de Hamilton, co-trésorier

M. le cardinal Aloysius Ambrozic, archevêque de Toronto

Mgr Michael Bzdel, C.Ss.R., archevêque éparchial ukrainien de Winnipeg et métropolitain des ukrainiens catholiques du Canada

Mgr Thomas Collins, archevêque d'Edmonton

Mgr Maurice Couture, S.V., archevêque de Québec et Primat du Canada

Mgr Roger Ébacher, archevêque de Gatineau-Hull

Mgr Clément Fecteau, évêque de Sainte-Anne-de-la-Pocatière

Mgr Frederick B. Henry, évêque de Calgary

Mgr Paul Marchand, S.M.M., évêque de Timmins

Mgr Terrence Prendergast, S.J., archevêque de Halifax

M. le cardinal Jean-Claude Turcotte, archevêque de Montréal

Mgr James Weisgerber, archevêque de Winnipeg

---

[1] Jean 10, 10

[2] Matthieu 5, 9.

[3] Voir par exemple les lettres que Mgr Francis Spence (le 24 juin 1996) et M. le cardinal Jean-Claude Turcotte (le 14 mai 1998 et le 10 juin 1999), alors présidents de la CECC, adressaient au Très Honorable Jean Chrétien.

[4] *Les évêques invitent le G-8 à supprimer les déséquilibres*, *L'Osservatore Romano*, no 29, le 18 juillet 2001, p. 2.

[5] Mgr R. R. Martino, Observateur permanent du Saint-Siège auprès des Nations unies, le 15 octobre 2001.

- [6] *La lutte à la pauvreté, un signe d'espérance pour notre monde*, Commission épiscopale des affaires sociales, CECC, le 17 octobre 1996, p. 6.
- [7] Déclaration de la Commission épiscopale des affaires sociales concernant la lutte à la pauvreté, le 17 octobre 1998, no 3.
- [8] Rapport des Nations unies sur le développement humain, New York, 1998, p. 4.
- [9] *Toile de fond de l'économie mondiale au cours de l'exercice 2001*, FMI, octobre 2001, p. 187.
- [10] Voir le site Internet du gouvernement canadien sur le Sommet du G-8 : <http://www.g8.gc.ca/summitafrica-e.asp>.
- [11] Jean-Paul II, *Ecclesia in Africa*, 14 septembre 1995, no 14.
- [12] Déclaration finale du Synode des évêques d'Afrique, 6 mai 1994, no 32.
- [13] Pour un rapport complet de cette mission, voir le site Internet suivant : <http://www.web.ca/~iccaf/humanrights/sudaninfo/cdnmission0401.htm>. Pour des informations sur les campagnes œcuméniques actuelles en faveur de la paix et de la justice au Soudan : [www.kairoscanada.org](http://www.kairoscanada.org).
- [14] Mgr Jean-Guy Hamelin, Rapport de mission en RDC, les 7-16 janvier 2002, p. 3.
- [15] En 2001, la CECC a appuyé 48 projets dans 16 pays africains, pour un montant de plus de 96 000 \$, tiré du Fonds pastoral pour l'évangélisation, et ont appuyé 15 autres petits projets pour un montant de 23 000 \$, tiré du Fonds des évêques. Pour sa part, en 2001, l'OCCDP a financé 60 projets de développement social en Afrique, pour un montant de 4 726 000 \$.
- [16] Guy Taillefer, *Le projet de partenariat proposé par le G-8 souffre de graves lacunes*, dans *Le Devoir* du 6 mai 2002, et *Le NEPAD souffre d'un manque de crédibilité*, dans *Le Devoir* du 2 mai 2002.
- [17] Neville Gabriel, Directeur du *Southern African Catholic Bishops' Conference Justice and Peace Department*, communiqué de presse du 1<sup>er</sup> mars 2002.
- [18] John Wiebe, « Put your tariffs where your mouth is », dans le *Globe and Mail* du 3 avril 2002, p. A15.
- [19] Heather Scofield, *Plan to drop trade restrictions on poorest countries criticized*, dans le *Globe and Mail* du 28 mars, p. B1.
- [20] Jean-Paul II, *Ecclesia in Africa*, le 14 septembre 1995, no 120.
- [21] « Depuis la fin de mars 2002, 26 pays bénéficient des mesures de redressement du PPTE. » Le rapport précise que ce nombre est « inférieur à ce qui était prévu ». Le FMI et la Banque mondiale, *L'Initiative des Pays pauvres très endettés (PPTE) : état de l'œuvre*, le 12 avril 2002, sur le site Internet <http://www.imf.org/external/np/hipc/2002/status/041202.pdf>.
- [22] *Le Bilan de l'aide en 2002*, sur [http://www.ccc.ca/reality\\_aid\\_2002\\_key\\_messages\\_19\\_03\\_2002.htm](http://www.ccc.ca/reality_aid_2002_key_messages_19_03_2002.htm).
- [23] *Ibid.* Soulignons que le budget canadien d'aide au développement est tombé à 0,25 % du PNB.
- [24] Jean-Paul II, *Ecclesia in Africa*, le 14 septembre 1995, no 116.
- [25] Matthieu 5, 6